

Energie : l'abandon de la loi de programmation ? Un renoncement coupable

Article rédigé par *Economie matin*, le 25 mai 2024

Source [Economie matin] : Le réchauffement climatique devrait atteindre 1,5 °C supplémentaire, par rapport à l'ère préindustrielle, dès les années 2030-2035. Une projection valable dans presque tous les scénarios d'émissions de gaz à effet de serre à court terme, compte tenu de leur accumulation depuis un siècle et demi.

Les émissions de CO2 qui émaneraient des infrastructures fossiles existantes suffiraient à elles seules à faire basculer le monde vers les 1,5 °C. Mais pour les experts du GIEC, soulignant l'urgence à prendre des mesures ambitieuses, « *des réductions profondes, rapides et prolongées des émissions [...] conduiraient à un ralentissement visible du réchauffement mondial en environ deux décennies* ». Car si nous agissons dès maintenant, nous pouvons encore assurer un futur viable pour toutes et tous.

Cette alerte nous était adressée en mars 2023. A l'époque, nous attendions la Loi de programmation énergie climat prévue "avant le 1er juillet 2023 puis tous les 5 ans pour déterminer les objectifs et fixer les priorités d'action de la politique énergétique nationale pour répondre à l'urgence écologique et climatique." Et ce n'était pas là une promesse de campagne mais les dispositions mêmes de l'article L100-1A du Code de l'énergie. La loi. Une loi que Roland Lescure, ministre délégué chargé de l'industrie et de l'énergie, a balayé d'un revers de la main en annonçant - 9 mois après le dépassement du délai indiqué - que le gouvernement ne recourra finalement pas à un texte législatif pour fixer les grandes orientations énergétiques et climatiques de la France d'ici 2035.

[Lire la suite](#)

25/05/2024 01:00